

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTERAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal.

PRIX
DE L'ABONNEMENT
2 PATACONS par mois.DU JOURNAL,
Rue de las Cambras, N° 148.

Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. JH. REYNAUD, propriétaire gérant.

Éphémérides.

DU SIÈGE DE MONTEVIDEO.

ANNEE 1843.

(Mai.)

(Suite.)

Cette lettre qui fut publiée par Rosas dans sa *Gazette* du 23 octobre 1839, vient lever tous les doutes qui auraient pu encore exister sur la portée des termes de la *Circulaire* du 1er avril, 12 Mai. — Aujourd'hui, à midi, Doña Bernardina de Rivera présente, dans ses appartemens, à l'état-major de la *Légion des Volontaires Francais*, le drapeau qu'elle avait offert à ses derniers. Elle est entourée des Dames Orientales. Mme commodore Purvis en grand uniforme entouré d'un brillant état-major, assiste à cette présentation. Les salons resplandissent de l'éclat des épaulettes, et les ravissantes parures des Dames Orientales forment un contraste charmant.

Au moment où M. le colonel Thiebaut reçoit l'étandard des mains de la vertueuse épouse de du vainqueur de Cagancha, il prononce d'une voix énergique et sonore les paroles suivantes:

« Si j'ai été sensible à l'honneur que m'a fait mes compatriotes en me nommant chef de la Légion que je représente, je suis sensible aussi à l'honneur qui m'est réservé, ainsi qu'à tous les officiers présens, de recevoir de vous, au nom des Dames Orientales, ce drapeau qui pour nous est l'étandard de la victoire.

« Les liens sympathiques qui existent entre les braves, les généreux Orientaux et la nation Française, sont encore resserrés en ce jour par les Dames Orientales. Cet étandard bénit de Dieu, offert et baptisé par une femme aussi respectable, rend pour nous la victoire certaine, et nous jurons tous de vaincre ou de mourir en le défendant.

« Nous jurons aussi sur ces épées que nous avons prises pour soutenir la noble cause de la Liberté et de la Civilisation, nous jurons devant Dieu qui nous voit, en face de ce drapeau sacré, qui sera toujours pour nous un souvenir glorieux, nous jurons devant ces hommes qui nous écoutent, de revenir vainqueurs ou de périr tous en combattant pour l'honneur, la justice et l'humanité. »

En remettant cet étandard aux mains du porte-drapeau de la Légion, le colonel dit à haute voix : « Camarade, je vous confie l'honneur de la Légion : vous savez qu'avant de le compromettre il faut mourir. »

Des anglais ont pleuré à la vue de l'enthousiasme et du dévouement sublime de nos Volontaires. « Des Anglais !.... » ajoute le rédacteur du *Patriote*, qui a rendu compte de cette scène imposante, — « et le vice-amiral Français, sur qui nous devions compter, n'était pas là ! Tous les regards cherchaient en vain, au milieu d'une foule immense, l'uniforme de la marine français. »

12. — Combat du Rio Corrientes, dans lequel le commandant Don Juan Madariaga bat les restes de l'armée de Rosas dans la province de Corrientes et les force à évacuer ce territoire.

Id. — Ce même jour à 3 heures le colonel Thiebaut passe une revue de la Légion Française; chaque capitaine lui transmet l'effectif des compagnies : 2,500 hommes sont présens sous les armes. Tout se passe dans le plus grand ordre. Le bataillon Basque est admirable.

13. — L'escadre de Rosas quitte son mouillage de la Punta Carreta et fait voile pour Buenos Ayres emportant les blessés et les munitions arrivées de l'armée argentine,

(Continuera.)

Agenda.

CONTENANT UN MILLIER DE FAITS CONCERNANT L'HISTOIRE, LA GÉOGRAPHIE, LA POLITIQUE, LE COMMERCE, LES ARTS, LES SCIENCES, LA LEGISLATION ET LES MOEURS DES REPUBLIQUES DE LA PLATA.

(Suite.)

Elle est arrosée par plus de deux cents rivières et ruisseaux, entrecoupés de montagnes peu élevées (*mornes*) et de collines nombreuses qui forment entre-elles de larges et fertiles vallées, des plaines et des valons délicieux auxquels la nature de la végétation, la douceur et la salubrité du climat donnent un charme particulier, qui séduit tout d'abord l'europeen, et l'attache ensuite de plus en plus à ce sol privilégié.

La beauté du Ciel, l'excellence du climat et la fertilité du sol seront toujours des causes puissantes d'attraction pour les émigrans du nord de l'Europe.

L'humidité naturelle aux pays chauds, est ici tempérée par les vents de terre Sud Ouest, toujours secs, appelés communément *pampers*, parce qu'ils traversent les *Pampas*, vastes plaines basses et unies qui s'étendent au Sud et à l'Ouest de Buenos Ayres; et le voisinage de l'Océan contribue encore à donner à ce pays une des meilleures températures que l'on connaisse. En parlant de Montevideo nous entrerons dans quelques détails météorologiques, qui ne laisseront aucun doute à cet égard.

La campagne abonde de bons pâtures, fertilisées par l'irrigation naturelle d'une multitude de ruisseau et de sources.

A chaque pas le voyageur est agréablement surpris par la rencontre d'eaux pures et salutaires, toujours entourées de bouquets de bois, qui contribuent à rendre plus pittoresques le tableau. Un autre caractère de ce pays sont les monticules, des collines, des prés, des monts escarpés et des chutes de montagnes qui entrecoupent ce superbe territoire.

La Bande Orientale a appartenu au gouvernement de Buenos Ayres sous le nom de *province de Montevideo*, et à celui du Brésil sous le nom de *province Cisplatine*; mais en vertu de la convention préliminaire de paix conclue entre l'empereur du Brésil (Don Pedro I^e) et le gouvernement des Provinces Unies du Rio de la Plata, le 27 août 1828, il a été déclaré libre et indépendant de toute nation étrangère, avec la faculté d'adopter la forme de gouvernement « qu'il jugerait la plus convenable à ses intérêts, à ses besoins et à ses ressources. » (1) De plus, les hautes parties contractantes se sont engagées à défendre son indépendance et son intégrité, pendant le temps et de la manière qui devaient être déterminés dans le traité définitif de paix (2), qui, probablement, eut fixé aussi les limites du Nord et de l'Est; mais ce traité si nécessaire aux parties intéressées, est encore à faire, ou du moins à signer !

Cependant les Représentants de la nation Orientale, légalement réunis à cet effet, le 10 septembre 1829, ont établi et sanctionné la Constitution politique du pays; de laquelle il résulte :

1^o Que l'ancienne province de Montevideo a adopté pour son gouvernement la forme représentative république, en déléguant l'exercice de sa souveraineté aux trois grands pouvoirs de l'Etat ; — le *Législatif*, représenté par une Assemblée Générale composée de deux chambres, celle des Représentants et celle des Sénateurs ; — l'*Exécutif*, représenté par un Président élu par l'Assemblée Générale, le premier mars, et dont les fonctions durent quatre ans, sans pouvoir être réélu avant qu'un pareil nombre d'années se soit écoulé depuis la cessation des dites fonctions jusqu'au jour de la réélection ; — le *Judiciaire*, exercé par une Haute Cour de Justice, un tribunal d'appel et des tribunaux de première instance.

2^o Qu'elle a pris le nom d'*Etat Oriental del Uruguay*, à cause de sa situation à l'Est de cette grande rivière, qui la sépare des provinces argentines.

3^o Qu'elle s'est déclarée de nouveau (3), libre et indépendante de tout pouvoir étranger.

(1) Art. I et 2 de la Convention du 27 août 1828.

(2) Art. 3 de la même Convention.

(3) Comme elle l'avait déjà fait le 25 août 1825, par un acte solennel d'indépendance daté et signé de la Florida.

NOTES COMMERCIALES

SUR MONTEVIDEO.

(Suite.)

Il faut avouer que les hommes qui ont gouverné la France depuis la révolution de Février n'ont bien cruellement trompé ! N'ont-ils pas apôté et suivi, point pour point, tous les errements de la politique tortueuse de la monarchie de juillet ? Se sont-ils lassé plus qu'elle des négociations sans fin et sans objet ?..... Car, on en a eu la preuve évidente, l'amiral Le Prédeur n'a rien obtenu dans sa première négociation et il n'obtiendra probablement pas davantage dans la seconde, qui compte déjà soixante dix jours de date ! Tout cela est fatal aux intérêts français, et plus fatal encore à notre population exténuée.

Ne semblerait-il pas qu'on ait voulu, par ces moyens dilatoires, paraître soutenir d'une main généreuse cette belle et sainte cause de Montevideo, — qu'on ne saurait abandonner sans honte et sans remords — tandis que de l'autre on concourrait à la ruine de cette population et à l'accroissement rapide de la puissance et de la richesse de ses ennemis ? La levée officielle du blocus des côtes argentines, et la levée clandestine du blocus des côtes orientales occupées par l'ennemi, peuvent elles, en conscience, être interprétées autrement ?

Voyez, examinez, méditez ces faits :

On a accordé à Montevideo un subside mensuel de 200,000 francs environ, pour entretenir la guerre. — et l'on a fait entrer en même temps dans le trésor de Rosas une somme *dix fois plus considérable*, qui est le produit plus ou moins légitime des douanes de Buenos Ayres et du Buceo.

On a accorde à Montevideo un subside mensuel de 200,000 francs environ, pour entretenir la guerre. — et l'on a fait entrer en même temps dans le trésor de Rosas une somme *dix fois plus considérable*, qui est le produit plus ou moins légitime des douanes de Buenos Ayres et du Buceo.

Enfin, en levant de fait tous les blocus sans avoir rien obtenu, ni de Rosas ni d'Oribe, on a permis encore à l'heureux dictateur de bloquer Montevideo, *sur le papier*, comme notre amiral a bloqué le Buceo ; — avec cette différence, que le blocus de Rosas, renouvelé de Napoléon (le grand) est réel et efficace; attendu qu'aucun bâtiment de commerce qui veut aller à Buenos Ayres ne peut, en vertu du décret d'interdiction lancé par le dictateur, toucher à Montevideo.

Voilà des faits qu'on ne peut révoquer en doute; et nos ennemis politiques auront beau chercher à donner le change à l'opinion publique, en France et ailleurs, ils ne parviendront pas à empêcher que la lumière se fasse.

Ainsi, MONTEVIDEO est depuis près de deux ans le seul port bloqué; puisque, d'une part la continuation du siège de cette ville, et, de l'autre, les décrets d'interdiction de Rosas et d'Oribe, en éloignent naturellement tous les bâtiments étrangers. On se donne même le cruel plaisir de renouveler journallement, pour nous, le supplice de Tantale, en faisant passer par notre rade la plupart des copieux chargements qu'on envoie à Buenos Ayres pour assouvir la faim et la soif du dictateur.

On a donc tari la source de la prospérité du commerce français dans le Plata: — ruiné sciemment la ville héroïque, l'allié fidèle et confiant, au profit de ses ennemis, qui ne cherchent qu'à gagner du temps, et ne donnent d'ailleurs aucune espèce de satisfaction à la France.

Les ennemis de la cause de Montevideo ont osé dire sur la foi des journaux de Rosas et d'Oribe, qu'on avait fait une question française de ce qui n'a jamais été qu'une question d'usuriers, de spéculateurs, de proscrits et d'aventuriers, sans autre ressource que la guerre civile.

On a déjà fait justice, en Europe et ici, de ces sobriquets injurieux que Rosas est dans l'habitude de donner à ses adversaires, quand il ne les confond pas tous sous la qualification générale et *sui generis* de sauvages uniaires.

(Continuera.)

Le Patriote Français.

MONTEVIDEO.

27 JUIN 1850.

LA DEMISSION DU PRESIDENT ORIBE.

Il ne sera pas inutile de mettre en parallèle de l'excellent article du *Comercio del Plata* ayant pour titre : « Quelle serait aujourd'hui la meilleure solution de la question orientale », traduit par nous et inséré dans notre numéro du 9 de ce mois, la réponse que lui a fait l'organe officiel du général Oribe [*le Defensor de la Independencia Americana*], dans son numéro du 14. On verra de quel côté est la raison, la modération, le patriotisme, l'esprit de conciliation et la tempérance du langage.

En d'autres termes, on se convaincra que la dialectique et l'esprit des hommes du *Cerrito* ne sont pas moins bâineux, moins violents, moins mensongers en 1850 qu'en 1843.

On se convaincra, de plus, que chacune des générations de notre diplomatie n'a servi qu'à grandir d'un cran l'orgueil éperonné de ces habiles dompteurs de batailles (1).

Voici la réponse du *Defensor* :

« Nous avons annoncé dans notre numéro antérieur l'apparition, dans le *Comercio del Plata*, d'un article remarquable par le dérangement dans lequel devait être le cerveau de son auteur, lorsqu'il l'écrivait ; et maintenant nous allons faire un bref examen de son contenu.

« Il y avait longtemps que les productions du sauvage unitaire Alsina, émises dans ce journal, dénotait, par le désordre même des idées, l'état déplorable de son esprit ; et nous n'avions pas besoin que de nouvelles extravagances viennent nous convaincre du désordre mental de ce traître ; mais s'il pouvait encore nous rester quelque doute à cet égard, il ne serait plus possible de le conserver en voyant dans la folle idée qui s'empare à présent de son imagination, une nouvelle et irrécusable preuve de son délire.

« Il paraît que les bruits qui circulent à Montevideo, depuis quelques jours, d'une réussite complète de la négociation de paix à Buenos Ayres, ont causé, comme cela devait être, une impression terrible dans l'esprit des sauvages unitaires émigrés de la République argentine, qui se trouvent enfermés dans cette place, en jettant les uns dans le plus profond abattement, et en excitant chez les autres la fureur du désespoir. On dit que le frénétique Alsina se trouve dans ce dernier cas, et l'on s'en aperçoit bien à ce qu'il écrit, sans qu'il soit nécessaire que d'autres le disent.

« Mais l'idée la plus insupportable pour cette insignifiante faction de traîtres avilis, dont le *Comercio d'Amateur del Plata* est le digne et spécial organe, n'est pas précisément que l'affaire s'arrange ; ce qui, bien considéré, n'équivaut qu'à une sentence de mort de leurs aspirations iniques, et à la nécessité de se soumettre au sort auquel le traité les condamnera : — ce qu'ils ne peuvent digérer, et ce qui sans doute est la cause principale de la perte de leur raison, c'est que, après avoir parcouru tout le globe habité, en recherche de quelqu'un qui voulut faire la guerre à l'Excellentissime Seigneur Gouverneur Don Juan Manuel Rosas, pour le renverser et les mettre à sa place, les deux puissances interventionnistes se retirent de la scène, l'une après l'autre, et que ce chef éclairé se maintienne dont la position illustre où il s'est élevé par son hérosme ; tandis qu'eux resteront *Sauvages Unitaires* comme toujours, et plongés dans cet abyme de mépris auquel l'opinion publique, ici comme en France et en Angleterre, condamne inexorablement tous les traîtres à la Patrie qui parviennent à se soustraire à la rigueur de la JUSTICE.

« Ainsi donc, ces sauvages unitaires, saisis d'épouvante à l'annonce d'un arrangement pacifique qui doit amener pour eux de tels résultats, ils ont ouvert la mapomonde pour voir s'ils n'auraient pas oublié quelque pays étranger où ils pourraient aller susciter des ennemis au gouvernement de leur Patrie ; mais ne trouvant plus où tourner leurs regards pour mandier une autre intervention qui vienne remplacer celle qui s'en va, et leur fasse la grâce de prolonger la situation par une nouvelle guerre, ils ont perdu à la fois l'espérance et l'jugement. Et si nous devons juger de la gravité du mal par le premier accès de leur désir, il ne peut nous rester le moindre doute qu'ils sont déjà sous sans remède : car ils n'ont rien trouvé de mieux à imaginer quo de venir nous choisir pour leurs auxiliaires contre l'Excellentissime Gouvernement de la Confédération Argentine ! — nous, Orientaux, qui depuis douze ans sommes unis dans une même cause avec lui pour défendre la légalité, l'ordre, et l'indépendance de ces Républiques, et qui avons juré de ne pas déposer les armes avant d'en avoir fini avec

(1) Chevaux sauvages. On sait que Rosas, surtout, excelle dans cet art du gnoutcho.

cette bande de rebelles et d'assassins..... L'idée d'une alliance entre une nation entière qui défend ses droits, son honneur et sa liberté, et une douzaine de traîtres méprisables qui sont enfermés dans Montevideo, — et cela pour aller faire la guerre à une autre nation alliée intimement à elle, — est si extravagante, que nous ne croyons pas que l'on puisse trouver une exemple qui lui soit comparable : mais telle est l'ex-remîté à laquelle un simple bruit de paix les réduit.

« Le sauvage unitaire Alsina dit que le meilleur moyen de terminer cette lutte, dans l'état actuel des choses, serait que nous tous, Orientaux, qui défendons la cause des lois, nous allussions nous unir à eux, les traîtres ; en commençant par demander au Excellentissime Seigneur Président de la République, Brigadier Général Don Manuel Oribe, qu'il abandonne la position qu'il occupe ; c'est à dire, cette position d'honneur et de patriotisme où l'on place la loi, la patrie et les premières nécessités de la République ; et dans laquelle le peuple Oriental en masse le soutient et le soutiendra par sa valeur et au prix des plus grands sacrifices, jusqu'à ce qu'il obtienne le plus complet triomphe sur les traîtres sauvages unitaires, et sur tous les ennemis de l'indépendance des deux Républiques du Rio de la Plata.

« Mais suivons le frénétique Alsina dans son délire.

« Ce renégat insensé dit que, ce point obtenu, tout ira parfaitement ; parce que les nouveaux alliés (c'est à dire le peuple Oriental avec une poignée de traîtres sauvages unitaires) feront la guerre au général Rosas, et que celui-ci tombera, parce qu'il ne sera pas assez fort pour leur résister. Mais le plus gracieux de l'affaire, c'est que le déiant Alsina, misérable jouet des chimères de son imagination enflammée rêve avec une telle véhémence à la possibilité de cette incomparable absurdité, qu'il finit par croire à la réalité de son rêve ; et dans un nouvel accès de son imagination lui représenté comme une chose certaine que les Orientaux militaient déjà en pratique cette invention de sa cervelle détraquée, et que pour lui faire plaisir, à lui et aux autres sauvages unitaires, ils allaient lui adresser une pétition, (au Président légal, bien entendu) aussitôt qu'ils auraient réuni deux cents signatures.

« Nos lecteurs jugeront à présent si nous avons ou non raison de dire que les sauvages unitaires sont fous à lier. Ils conviendront sans doute que ce serait aussi tomber dans une espèce de folie que de répondre à un traître qui, comme Alsina, a prouvé dans cet article que le traité lui avait complètement tourné. S'il n'en était pas ainsi, comment aurait-il pu supposer que l'esprit anarchique qui a dévoré les sauvages unitaires existait ou pouvait éclater parmi nous ?

« Les Orientaux qui accompagnent l'Excellentissime Seigneur Président ne sont pas de l'espèce de ceux qui ont levé l'étendard de la rébellion ici et dans la République Argentine pour renverser leurs gouvernements légitimes. Ce ne sont point des indiens *Tapes*, des scélérats vagabonds et des mercenaires comme ceux qui composaient les hordes du *vandale pardeson* (grand malfrat) Riviera, ni des assassins féroces comme ceux qui dans la République Argentine élevèrent l'étendard de la Révolution et s'imbriquèrent de sang pendant longtemps. Ce sont tous les habitans honorables et laborieux, qui ont quelque chose à perdre, tous les propriétaires, tous les hommes d'ordre, amis de leur patrie, zélés défenseurs de ses lois, de son honneur, de sa liberté et de son indépendance : voilà ceux qui accompagnent et soutiennent l'Excellentissime Seigneur Président légal de la République, Brigadier Général Don Manuel Oribe. — Parmi eux tout est union et concorde, et ils ne pensent à rien autre chose qu'à défendre leur cause, à la tête de laquelle se trouve cet illustre chef, qu'eux mêmes ont choisi. (2) et qu'ils soutiendront jusqu'à ce qu'il triomphe de ses ENEMIS, les traîtres sauvages unitaires et leurs auxiliaires LES ETRANGERS.

« Les ruses méprisables et viles de quatre bribons qui sont désespérés de n'avoir pu les vaincre, ni par eux mêmes ni avec le secours des étrangers, ne peuvent faire naître le moindre soupçon sur la fidélité, le patriotisme et la constance de tels hommes. Le Suprême Magistrat qui préside la nation possède assez de preuves de cette fidélité, et complètement satisfait sur ce point, il livre au mépris qu'elles méritent ces viles intrigues et leurs auteurs infâmes. »

Cherchez donc, ô diplomates de la France ! l'esprit de conciliation et de paix chez des hommes de cette trempe ?.....

Les féroces CHARRUAS, qui ont assassiné et mutilé le premier explorateur de la Plata, tenaient-ils et tiendraient-ils encore aujourd'hui un langage plus barbare que celui que nous venons de traduire textuellement ? — Ce langage n'est cependant qu'un bien pâle reflet des sentimens que manifestent journalement, dans leurs dis-

(2) Avec l'aide de 18 ou 20,000 argentins envoyés par Rosas en 1843.

cours et leurs conversations privées, ces hommes civilisés qui veulent exterminer tout ce qui ne se prosternera pas, avec le plus honteux servilisme, aux pieds de leurs Excellentissimes Seigneurs.

UN PEU D'HISTOIRE ANCIENNE.

II.

(Suite.)

Pour « ajouter foi aux itinéraires de l'ancien Testament, » et en tirer autorité, il faudrait qu'ils fussent tous exacts ; et c'est justement ce qui n'a pas lieu. Je n'en citerai ici qu'une preuve : je vous prêterai de prendre votre carte dressée « particulièrement » pour servir à l'intelligence des livres de « Judith, » « Tobie, » etc., et de suivre l'itinéraire suivant rapporté dans le livre de Judith — en trahissant la marche d'Holopherne, l'auteur le fait partir de Niue, le conduit en Cilicie jusqu'au mont Ange, ou plutôt « Argœus ; » puis de Cilicie, il le fait « passer l'Euphrate » pour l'établir « à Mésopotamie et y ruiner toutes les villes fortes qui y étaient, » depuis le torrent de Mambré (qui est en Palestine) jusqu'à la mer Méditerranée ! — Suivez cette marche sur votre carte, et dites si après une faute aussi grossière (c'est Volney qui s'exprime ainsi) une faute qui est « un renversement manifeste de toute la géographie, » il n'est pas permis de vérifier au moins l'exactitude des itinéraires de la Bible avant d'y ajouter foi ?

L'autorité de la Bible d'après les manuscrits que nous possédons n'étant pas bien prouvé, l'authenticité des livres de « Judith, » de « Tobie, » etc., étant au moins douteuse, et les itinéraires tracés dans ces livres contenant des inexactitudes importantes, et il est au moins permis de chercher à éclaircir ou à expliquer les doutes, les contradictions, les erreurs dont ces livres ne sont pas exempts, pour les éclaircir et les expliquer, il faut nécessairement comparer les textes de la Bible avec tous les écrivains de la même époque ou qui ont traité les mêmes sujets. Les historiens les plus anciens qui ont parcouru l'Asie et décris ces contrées sont Hérodote, Clésias, Xénophon. Leur témoignage acquiert d'autant plus de valeur que les écrivains présumés anciens, qui ont donné les livres de « Judith, » « Tobie, » etc., paraissaient avoir décris des pays qu'ils ne connaissaient pas et à une époque où les connaissances géographiques étaient très bornées. En fait de science, l'orthodoxie importe peu, et il nous semble que l'opinion d'Hérodote, que Bossuet reconnaît pour un écrivain « judicieux, » vaut bien celle de l'auteur anonyme de « Tobie, » auteur beaucoup plus moderne selon toute apparence. Il y a encore une considération qui milite en faveur de l'histoire « profane, » et que vous appréciez sans doute, c'est que Hérodote n'a point fait de l'histoire et de la géographie ancienne « dans son cabinet, » car il a parcouru l'Egypte et l'Asie, visité Babylone et probablement Ecbatane en se rendant dans la Colchide. Dans ce temps-là, vous devez le penser, on voyageait peu « pour son agrément » car ce n'était ni facile, ni commode, et les voyages offraient peu de sécurité. C'est sur les lieux même que ce vieil historien, surnommé le père de l'histoire, a recueilli les renseignements qui lui ont servi de matériaux pour les neuf livres qu'il lut, à son retour, aux Grecs assemblés dans les jeux Olympiques, l'an 640. Il y avait alors 135 ans que Ninive était détruite, et l'auteur du livre de Tobie n'avait pas encore vu le jour.

Pour Clésias, il a vécu 17 ans comme médecin, à la cour d'Artaxerxe, à Babylone.

A l'égard de Xénophon, j'en parlerai plus loin.

(Continuera.)

EUROPE.

FRANCE.

PARIS, 29 Mars 1850.

SITUATION.

REVUE PARLEMENTAIRE.

L'Assemblée législative a enfin commencé, vendredi dernier, l'examen du budget proposé pour l'exercice 1850.

Depuis plus de vingt ans, la France voit augmenter annuellement le chiffre de ses dépenses ; les recettes n'ont pas pu suivre la même progression ; il en est résulté que chaque budget a présenté des déficits qu'on a couverts au moyen d'emprunts grevant l'avenir maintenant chargé d'une dette de 564 millions, qui sera portée à plus de 600 millions avant la fin de 1850.

Une partie seulement des fonds que l'Etat est venu à

Le Patriote Français,

bout de se procurer a regu un emploi utile, car c'est à peine, si malgré l'énormité des charges qu'elle a supportées, la France a suivi de loin l'exemple des Etats-Unis, de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui possèdent actuellement un réseau complet de lignes de fer; le reste a servi à payer des dépenses complètement improductives, notamment l'entretien d'une armée de 400,000 hommes. Le système de la paix armée que nous avons si heureusement emprunté à Louis-Philippe nous a coûté plus de 8 milliards. Que de grandes et bonnes choses on eût pu faire avec la moitié de cette somme, et il était facile de l'économiser! Chaque année les ministres du dernier roi, présentant des budgets en déficit, avaient fait espérer pour l'année suivante le rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses; chaque année les commissions de finances formulaient des vœux pour que l'on cherchât à faire enfin de sérieuses économies, et faisaient entendre, pour la forme, des avertissements sévères au gouvernement, qui n'en continuait pas moins à augmenter les impôts, à multiplier le nombre des fonctionnaires et à grossir le chiffre de la dette publique. Pendant que la propriété, l'agriculture et l'industrie succombaient sous le poids des impôts et des entraves de toute espèce dont on les accablait, que la misère du prolétariat allait toujours en augmentant; que notre commerce d'exportation tombait d'année en année, le pouvoir, jugeant de tout par son entourage de banquiers et de satisfait, vantait invariablement la prospérité croissante du pays. Cet aveuglement, volontaire ou non, avait vivement mécontenté toute la partie de la nation qui n'était pas partie prenante au budget; il a été l'une des causes principales de la chute de la branche cadette des Bourbons.

S'il était une réforme jugée nécessaire par tous, attendue par tous après la Révolution de février, sûrement c'était celle de notre système financier. Cependant il a triomphé des velléités d'attaques de la Constituante, et sous l'Assemblée législative il se représente armé de toutes pièces; rien n'y a été changé, ni dans le fond, ni dans la forme. La commission qui a employé plus de six mois à l'examen du budget de 1850 présente seulement quelques réductions insignifiantes portant sur les dépenses productives, sur les travaux publics. Elle n'a pas même jugé à propos d'effleurer une autre question tout aussi grave que celle de la quotité de l'impôt, celle de sa répartition proportionnelle aux facultés de chacun: tombée maintenant des hauteurs de la science dans le domaine des faits pratiques, cette question devra nécessairement être résolue bientôt. Si ceux qui profitent à peu près exclusivement du produit des impôts étaient tenus d'en faire principalement les frais, comme cela devrait être, le pays n'aurait plus autant d'intérêt à en demander la réduction.

Ainsi que l'ont fait remarquer MM. Thiers et autres pour repousser certains projets tendant à améliorer la condition du prolétariat, ce sont aujourd'hui les classes pauvres de la société qui payent la majeure partie des impôts, et conséquemment ce ne pourrait être qu'avec leurs propres ressources que l'Etat tenterait quelque chose en leur faveur, presque ainsi d'une main ce qu'il tendrait de l'autre. Cette observation, fort exacte d'ailleurs, est certainement la condamnation la plus éclatante de l'organisation économique que nous ont léguée l'empire et les monarchies qui l'ont suivi. Les travailleurs des champs et de la ville fournissent la plus grosse part de l'impôt, et cependant l'on ne fait rien ou presque rien pour eux; la plupart des dépenses publiques actuelles ne leur profitent ni directement ni indirectement; l'on déclare hautement ne rien pouvoir faire, toutes les ressources de l'Etat ayant déjà une affectation qui ne doit pas être changée. Puisqu'il en est ainsi, c'est l'organisation tout entière qui doit être réformée. La commission n'a pas partagé ce sentiment, elle trouve que tout est pour le mieux; elle a seulement exprimé de touchants regrets au sujet de l'imprudente réduction opérée sur les taxes des lettres et du sel.

Ces conclusions nous paraissent très-naturelles; elles sont une des conséquences forcées du régime politique qui nous a été fait. Tant que le gouvernement s'appuiera exclusivement sur la compression et sur la force, il sera fatallement conduit à suivre les errements monarques.

Cependant tout le monde comprend qu'en maintenant le budget au taux exagéré où il est parvenu, on tarit forcément les sources de la prospérité nationale, l'agriculture et l'industrie se trouvant accablées sous le poids des impôts; qu'en accumulant emprunt sur emprunt, déficit sur déficit, on lègue à l'avenir d'inextricables difficultés, puisqu'il arrivera de toute nécessité une époque où l'Etat ne pourra plus remplir ses engagements; que, sous peine de périr, il faut équilibrer enfin les dépenses avec les recettes.

Personne non plus n'ose nier ouvertement que plusieurs des impôts existants soient répartis d'une manière inique et contraire à la proportionnalité écrite dans la Constitution.

D'où vient donc que le budget va toujours croissant,

que l'assiette de l'impôt n'est pas profondément modifiée? D'abord et principalement, de ce qu'il y a, comme nous le disions ci-dessus, une corrélation intime entre le système économique et le système politique des gouvernements, lorsqu'ils cherchent leur appui dans une seule classe d'une nation, ils doivent nécessairement tout régler sur ses convenances et sur ses intérêts; ensuite de ce que les hommes qui votent les impôts et le budget, choisis presque tous parmi les privilégiés de la fortune, sont personnellement intéressés à maintenir le *statu quo*. Leur part contributive dans les charges publiques, ils la récupèrent et font au delà, par eux mêmes ou par les membres de leurs familles, soit au moyen des traitements qu'ils perçoivent dans les fonctions publiques, soit par les avantages sociaux dont ils ont le monopole. Les réductions qu'ils pourraient faire dans le chiffre des dépenses de l'Etat devant les atteindre directement ou indirectement, ils les repoussent donc tout naturellement; ils doivent être également hostiles à la réforme de l'impôt, parce qu'en même temps qu'ils dégèreraient les travailleurs pauvres et la petite propriété, ils devraient nécessairement augmenter leur propre contingent.

Il en sera toujours de même tant que le peuple n'aura pas appris à choisir plus convenablement ses mandataires, et que le pouvoir disposera des fonctions publiques qui, presque toutes, devraient être électives sous un gouvernement républicain. Nous avons inscrit le mot de République démocratique sur le drapeau de la France, mais toutes nos institutions sont encore monarchiques.

Un cri de réprobation unanime a été poussé par la presse de toutes les nuances, à Paris, comme dans les départements, contre la proposition ministérielle tendant à augmenter les cautionnements des journaux et à les assujettir au timbre. Bien que la majorité des commissaires nommés pour l'examen du projet de loi lui soit favorable, il est à présumer qu'il sera rejeté par l'Assemblée législative, ou tout au moins profondément modifié. En revanche, on peut être certain qu'elle votera avec ensemble la loi qui lui a été présentée, pour interdire pendant un an les clubs et les réunions électorales. Cependant la Constitution reconnaît formellement à tous les citoyens le droit de se réunir pour discuter sur les affaires publiques; la tranquillité parfaite dont jouissent la capitale et la France ne laisse aucun prétexte à une violation du pacte fondamental. Ces objections, qui pourtant sont assez sérieuses, n'arrêteront pas un instant l'Assemblée.

L'annulation des élections républicaines du département de Saône-et-Loire a été prononcée, nonobstant les conclusions contraires de la commission chargée de la vérification des procès-verbaux d'élection, par le motif que six mille électeurs appelés à voter n'avaient pas le droit de participer au scrutin avant le 31 mars courant; les candidats de la démocratie avaient eu environ 16 mille voix de plus que leurs concurrents, en sorte qu'en annulant les 6,000 votes contestés, il leur restait encore une majorité de dix mille voix au moins. La chambre n'a pas eu égard à cette considération. Pour être juste, il faut reconnaître qu'elle n'a pas toujours fait preuve d'une sévérité aussi extrême. Elle a validé les élections de l'Ardèche et du Var, où des protestations signalaient des faits analogues à ceux qui se sont passés dans le département de Saône-et-Loire. Les nouveaux élus appartenaient au grand parti de l'ordre.

Au milieu de la discussion monotone du budget une proposition hardie est venue impressionner vivement les diverses fractions de l'Assemblée législative. M. de Larochejaquelein a demandé l'appel au peuple sur ce dilemme; République ou monarchie. La proposition a été repoussée par la question préalable, en l'absence de son auteur, mais il a obtenu la faculté de la développer dans la séance suivante. Il a parlé avec une dignité et une franchise qu'on est toujours heureux de rencontrer chez un adversaire politique, mais qui convenait mal au tempérament de son auditoire. Les hommes que la peur et surtout l'ambition portaient à acclamer plus haut que tous, la République, la magnanimité et les droits imprescriptibles du peuple, au lendemain de la révolution, que l'égoïsme a rangé depuis lors dans le parti soi-disant honnête et modéré, n'ont jamais eu, n'auront jamais le courage de leur opinion. L'on peut bien attaquer les hommes et les idées de la démocratie, quand on est sûr de l'impuissance. L'on dit, ou l'on fait dire, que la République a été imposée à la France par une poignée de gens sans aveu, que le pays est essentiellement monarchique; mais on se garde d'affronter une éprouve solennelle. Sans doute, la proposition de M. Larochejaquelein était inconstitutionnelle, elle avait aussi le défaut d'être incomplète, car, à supposer qu'elle eût été adoptée, et que la nation se fût prononcée pour la forme monarchique, il eût fallu la consulter de nouveau pour savoir auquel des trois prétendants que nous avons elle entend confier ses destinées.

Quoi qu'il en soit, la motion du représentant du Morbihan aura sans doute un bon résultat, pour un temps du moins, elle coupera court aux rodomontades des ennemis de nos institutions nouvelles.

L'Assemblée législative a décidé qu'elle n'aurait pas de séances les jeudi, vendredi et samedi de la semaine sainte.

(*La Semaine.*)

ROME, 21.—On lit dans l'*Osservatore romano*:

« L'écusson autrichien a été replacé aujourd'hui sur le palais de Venise, résidence de la légation autrichienne. D'après le silence du journal officiel, il paraît que ni les autorités françaises ni aucun corps militaire français n'assistait à la cérémonie, à laquelle se sont rendues seulement quelquesunes des personnes attachées aux légations étrangères. »

(*Le Siècle.*)

Le *Journal officiel* de Naples annonce que la consulte de Sicile, établie à Palerme par l'acte souverain du 23 septembre 1849, a commencé ses séances ordinaires le 8 février dernier.

Le président, après avoir prononcé un discours très-bref, a ouvert la séance en déclarant la consulte de Sicile légalement constituée. Ainsi commence pour la Sicile une ère nouvelle de mensonge et de déception.

(*Idem*)

MARINE,

ENTREE DU 25 JUIN:

De New York le 22 mars, en destination de Californie brick golette américain « Alert » de 144 ton. cap. J. Campbell à Southgate—15 ton. charbon de terre 100 barriques terre romaine 16 planches pour toit 75 paquets id. pour id. 4 embarcations 6 chariots 14 essieux 170 pieds bois de chêne 5777 pièces de bois 4 c. marchandises 1200 pontrelles 16 moyeux 100 râles et plusieurs autres articles de charrettes.

Du 26.

De Rio Janeiro le 25 mars, brick anglais « Jane Black » 240 ton. cap. Spalding à W. Oliver 35 ton. charbon de terre 400 barriques poudre 16000 barriques farine—Pour l'escadre américaine 100 barriques viande de porc 25 id. de bœuf, 15 id. riz 11 id. fruit secs 13 c. fromages 8 id. thé 22 barils sucre 17 id beurre 12 id. vinaigre 20 demi barils mielasse 99 c. savon 25 id. chandelles.

De Paranaguá le 16 courant trois masts russes « Alexandre » 203 ton. cap. Hayaeu, à Lafone 118000 bûches bois 21 poutres 10 douzaines perches 12 avirons 18 tablons 2 courbes 156 sacs riz.

De Liverpool le 2 avril brick anglais « Kata » 154 ton. cap. Forstez, à Shaw et C. 2 chaudières de vapeur 120 caisses et pièces machines 15 ballots lard salé 400 c. savon 32 paquets broches 90 c. marchandises 176 barriques id. 11 ton. charbon de terre 60 ballots marchandises 2 coffres 200 jambons, 755 barres de fer 404 paquet id.

De Londres le 2 avril brick anglais « Jane Jessie » 123 ton. cap. Campbell à Bayley Frères, 546 c. marchandises 20 ballots id. 281 futailles id. 16 colis id. 14 barils id. 20 boucals id. 3 paniers id. 20 barils viu 390 barils peinture 446 barres de fer 35 ton. charbon de terre.

De Boston le 1er. avril pour Californie, brick américain Sarahann 193 ton. cap. Davis à Southgate et C. 114000 pieds planche de sapin 3000 pieds poutrelles 15000 petites planches pour toit 8 demi bqs. sucre, 40 barils id. 40 id graisse de porc 284 croisées, 24 boucals miel, 30 barils haricots, 13 id pois secs 112 id riz 1 cherriot, En quarantaine de Rio Janeiro le brick golette brésilien « Audace »

SORTIE DU 27.

Pernambuco, brick golette hambourgeois Frederik Franz.

Prêts à Partir.
Ackapulco, brick russe « Meria », par Cueillo.

Ports du Brésil, brick hambourgeois Wilhelm, par Treussein.

Idem barque espagnole Dos Amigos.

Idem golette hambourgeoise Johanna Carolina,

Saint Thomas et Antilles, barque française Ville de Rouen, par Pedemonte.

Apporte Correspondance.
Buenos Ayres, le 2 juillet, vapeur américain W. J. Pease, par Zimmermann. On reçoit la correspondance chez D. Juan Nin.

Avis Divers.

maison à louer,

Ayant 4 grandes pièces, une grande cour, cuisine etc, à un prix très modéré, cette maison est très acrée et très sèche. S'adresser à l'imprimerie du Patriote, rue Perez Castellanos N° 162.

RELIGION SIN FANATISMO.

En esta tipografia, en la plaza de la matriz esquina de don Juan Sardá, en la calle 18 de Julio num. 98 se truca el "Viage moderno a Jerusalen," por el padre doctor Ildefonso Veronet, al modico precio de 400 reis.

Chambres Garnies

A LOUER.

A u jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de la Tuzzaingo, n° 142.

Il previent aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Choucroute

Première qualité à 4 vintins la livre chez M Bonhomme, à l'enseigne du Trocadero, sur la place au commencement de la rue des 33 près du mole.

Catalogue

DES LIVRES FRANÇAIS, RELIES,
EN VENTE A DES PRIX MODERES,

Rue de las Camaras, Nos. 41 et 43.

OUVRAGES AVEC GRAVURES (Grand format).
Esquisses historiques des différentes corps de l'armée française, par M. Ambert, avec gravures, in-f° 1 v.
Nouvel atlas du royaume de France, par M. Perrot. 2 v.
Paris-Orléans, album, par M. Barichet, in-f° 1 v.
Métamorphoses d'Ovide, par M. Villanave, avec 144 gravures, in-f° 1 v.
Le siècle de Napoléon, par M. Philippot, deux vols. LITTÉRATURE.

De l'Instruction publique en France, in-18, par M. De Girardin 1 v.
Galerie Morale par M. Séguir 1 v.
Mémoires ou souvenirs par id. 2 v.
Histoire Romaine par id. 2 v.
id. du bas Empire par id. 2 v.
id. Ancienne par id. 2 v.
id. des Ages héroïques par M. Delan-

tine 1 v.
id. de la Terreur par id. 1 v.
id. de l'Empire par id. 1 v.
id. de la Gaule par id. 1 v.
id. de la Renaissance sociale par id. 1 v.
id. des Conjurations par id. 1 v.
id. de la Restauration par id. 1 v.
id. du Consulat par id. 1 v.
id. du Christianisme sous la Tente par id. 1 v.

id. de la Révolution in-18 par id. 1 v.
id. des Guerres d'Invasion par id. 1 v.
id. Le Moniteur des Dates par id. 1 v.

Hôtel de la marine

RUE VINGT CINC MAI, N° 81.

Cet établissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journallement.

M. Guillot son directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leurs patronage.

Il se charge aussi des commandes en ville et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartemens commodes et très agréablement situés, on assure les personnes qui les loueront, de aussi assidus.

EN VENTE:

Chez les libraires et à l'imprimerie française, — rue du 25 Mai :

EMIGRATION ET COLONISATION

DANS LA PROVINCE BRESILIENNE DE RIO GRANDE DU SUD, LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY ET TOUT LE BASSIN DE LA PLATA.

Une Brochure in-8°

par

M. ARSENE ISABELLE.

Ancien Chancelier du Consulat Général de France, auteur du VOYAGE A BUENOS-AYRES ET A PORTO-ALEGRE, de notes commerciales et de plusieurs autres écrits sur Montevideo.

PRIX

Un Patacon.

Gratis.

1° Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2° Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3° Dito dito le soldat laboureur.

4° Dito dito Renaissance.

5° Une belle lampe modératrice.

Un de ces cinq articles sera donné au choix à tout souscripteur

A un exemplaire de la Révolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se composera de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied grave sur acier.

ON SOUSCRIT :

Chez Edouard Maricot, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont prévenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et que les échantillons de prime se trouvent à l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire leur choix.

Montevideo, le 17 avril 1850.

E. MARICOT.

CHANGEMENT DE DOMICILE
Cochet,

Fabricant de billards, de Paris.

Récemment arrivé de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un assortiment complet de billards et tous les accessoires qui en dépendent, tels que billes, procédés, marques, bleu, &c., &c. Il tient également un assortiment de bandes élastiques, métalliques, caoutchouc, lisières et autres de nouvelle invention. Il se charge de la réparation et de la confection des billards, on trouvera chez lui tout ce qu'il ya de plus moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant du marché principal, près les arcades de la passive.

Don Salvador Tort, Juez Letrado de Comercio etc.

Por el presente cito, llamo y emplazo a D. Santiago de las Rivas, para que dentro de seis días contados desde el presente comparezca en este Juzgado por si ó por apoderado instruido á estar á derecho en el expediente de compromiso y liquidación de cuentas de la estinguida sociedad titulada Rivas hermanos, bajo apercibimiento de lo que haya lugar en derecho, por tenerlo así mandado en los autos de la materia á instancia de D. Genaro de las Rivas. — Montevideo 1º de Junio de 1850.

SALVADOR TORT.

Por mandado de S. S.

Felix de Lizarsa,

Escribano público y de Comercio.

Guill.me Darrouzain

Medecin français, membre de l'Institut Homéopathique de Paris, un des plus anciens homéopathes du Brésil où il a propagé cette doctrine dans plusieurs provinces de cet empire depuis 1842, bien connu à Montevideo par les cures qu'il a opérées depuis 1846, donne des consultations tous les jours de 7 heures du matin jusqu'à 10, et de 1 à 3 heures de l'après-midi; rue de Buenos Ayres, n° 182 au premier, il traite, spécialement, les personnes atteintes de syphilis, rhumatisme, maux d'yeux, etc. etc.

RUE DU 25 MAI, N° 264.

Auguste Rivet,

Coiffeur à l'honneur de prévenir l'honorable public qu'il vient de recevoir par la "Ville de Rouen" un bel assortiment de gants de chevrenu, castor et cachemir à cordon et bracelet gomme élastique, assortis de toute couleur; l'on y trouvera un très beau choix de cravates de toutes couleurs assorties, et tout ce qu'il y a de plus nouveau.

A louer,

Rue 25 mai n° 298, plusieurs beaux appartenements, au 1er, ayant un beau balcon.

S'adresser à ladite maison.

AVIS.

Le soussigne à l'honneur de prévenir la classe ouvrière qu'à dater du 1er Juin prochain il ouvrira depuis 6 heures du soir jusqu'à 8 un cours de français, d'arithmétique, et de dessin linéaire

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, auront lieu d'être satisfaites, des soins assidus qui leur seront prodigues, et surtout de la modicité du prix, eu égard aux circonstances fâcheuses où l'on se trouve.

S'adresser rue du 25 de Mai n° 394.

PUYFOURCAT,

LA VIT

BOTTEUR FRANCAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres à 5 1/2 au comptant. Ceux qui l'honoreraient de leur confiance auront lieu d'en être satisfait — Rue du Rincon, n° 87, en face de la confiserie.

M. Delauney, pro-

fesseur de danse, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'établir un cours de huit à dix heures du soir et un autre de dix heures à minuit, dans lesquels il apprendra tout genre de danse; de plus il se compromet en six leçons particulières de mettre au courant pour n'importe quelle danse que ce soit; la salle des cours vient d'être restaurée et bien décorée. Il offre également de donner des leçons dans les pensionnats et maisons particulières. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance, pourront s'adresser Café de Paris, pour convenir de l'heure et des prix qui seront on ne peut plus modiques.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez

Castellanos n° 162.